

Les Nouvelles du Mardi 17 juin 2014



Au sommaire cette semaine :

- **Grève SNCF : Hollande et Valls déraillent sur le BAC**
- **A peine un enfant sur huit scolarisé à l'âge de 2 ans**
- **Un professeur de l'Essonne menacé d'expulsion !**
- **Les réacs et l'extrême-droite continuent de s'immiscer dans les affaires de l'école.**

- **Grève SNCF : Hollande et Valls déraillent sur le BAC**

Après F. Hollande, c'est au tour de M. Valls de jouer une fois de plus sur les peurs pour éviter de satisfaire les exigences sociales. Le Président de la République et le Premier ministre demandent aux cheminot-e-s de reprendre le travail... pour sauver le BAC, qui serait mis en péril par la grève reconductible commencée le 10 juin. **Cette instrumentalisation de la tension provoquée chez les élèves et leurs familles par cet examen à haute teneur symbolique est scandaleuse. Si nous utilisions la rhétorique de nos adversaires, nous pourrions facilement parler de « prise en otage » des élèves...**

C'est d'autant plus scandaleux que c'est totalement infondé. D'abord parce que le ministre de l'Éducation nationale lui-même a annoncé que les dispositions seraient prises pour que les élèves ne pâtissent pas de la mobilisation du rail. Les candidat-e-s arrivant en retard seront admis-es et auront du temps pour composer après la fin prévue de l'épreuve. B. Hamon affirme plus généralement : « En toute hypothèse, le gouvernement anticipe la situation dans les 4 400 centres d'examen ». **On voit mal à quoi joue le pouvoir en lançant des signes contradictoires qui ne peuvent que provoquer de l'anxiété.**

Ensuite, parce que la responsabilité de la poursuite de la grève est dans les mains de l'État et de la direction de la SNCF :

- **Cette grève reconductible n'est pas arrivée par surprise**, elle a été précédée de nombreuses interpellations et actions, sans aucun effet sur les projets gouvernementaux. Elle fait ainsi suite à plusieurs grèves unitaires depuis juin 2013 et à la manifestation nationale de plus de 20 000 cheminot-e-s le 22 mai 2014.

- **Cette grève n'a pas commencé au moment du bac**, elle dure depuis mardi 10 juin ; et si elle continue, c'est parce que le gouvernement et la direction de la SNCF refusent de répondre aux revendications des grévistes.

- **Cette grève est légitime, elle est d'intérêt général, pour la défense du service public ferroviaire et des droits des salarié-e-s.** Elle s'oppose au projet de loi du gouvernement visant à éclater le système ferroviaire SNCF-RFF en 3 entités ce qui augmentera les dysfonctionnements. Elle lutte contre les réorganisations successives, les suppressions de postes, le découpage des activités de la SNCF, de plus en plus autonomisées et établissant entre elles des rapports marchands, à la multiplication des filiales et à la généralisation de la sous-traitance. Elle vise à stopper la casse du statut et de la réglementation.

Il n'est pas plus acceptable de prétendre stopper une mobilisation sociale légitime au nom d'un prétendu danger sur le baccalauréat qu'il n'est légitime de réprimer manu militari les mobilisations au Brésil sous prétexte de Coupe du Monde.

SUD éducation 79 apporte son soutien le plus solidaire aux travailleurs/euses du rail en grève reconductible. Camarades, ne lâchez rien, tenez-bon !

- **A peine un enfant sur huit scolarisé à l'âge de 2 ans**

Un enfant sur huit scolarisé à 2 ans en 2013 (11,9%), un sur cinq dans l'éducation prioritaire (20,7%), tels sont les chiffres publiés par la Depp dans sa dernière [note d'information](#).

Si cette proportion est en légère hausse par rapport à 2012, elle est loin de rivaliser avec les chiffres de 1999, quand plus d'un enfant de 2 ans sur trois était scolarisé. Les suppressions de postes d'enseignants opérées durant les deux précédents quinquennats expliquent en partie cette chute. [A lire sur vousnousils.fr](#)

- **Un professeur de l'Essonne menacé d'expulsion !**

Incroyable mais vrai : après 6 ans de bons et loyaux services dans l'Éducation nationale comme assistant d'éducation puis comme professeur contractuel de lettres modernes, M. Hassane Kebe, de nationalité mauritanienne, se voit sommé de quitter le territoire français d'ici le 16 juin ! Une pétition est en ligne pour le soutenir. [A lire sur Questionsdeclasses.org](#)

- **Les réacs et l'extrême-droite continuent de s'immiscer dans les affaires de l'école.**

[Le Monde](#) : Alors que le ministre de l'éducation, Benoît Hamon, n'a pour l'heure rendu aucun arbitrage au sujet des ABCD de l'égalité, le camp des « nantis » occupe le terrain. Cette fois, ni dans la rue ni devant les écoles, mais dans la salle de conférences d'un hôtel parisien. Jeudi 12 juin, la Manif pour tous et le collectif de parents VigiGender ont organisé une « soirée décryptage » des ABCD – ce programme expérimenté au primaire et destiné à lutter contre les stéréotypes sexuels. [...] Ces « anti-gender » ne sont pas les seuls à se faire entendre. Le 12 juin, **Frigide Barjot, ancienne égérie de la Manif pour tous, désormais présidente du collectif L'Avenir pour tous, a sollicité un rendez-vous au ministère de l'éducation.**

Et alors qu'il ne faisait plus parler de lui depuis avril, le mouvement des Journées de retrait de l'école – lancé par Farida Belghoul, proche de mouvances d'extrême droite –, annonce vouloir se structurer en fédération de parents d'élèves. Elle s'appellerait « fédération autonome de parents d'élèves courageux » et viserait notamment à « résister » à « l'idéologie du genre à l'école ». [A lire sur Le Mammouth déchainé.](#)